

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Soixante-neuvième session du Comité permanent
Genève (Suisse), 27 novembre – 1 décembre 2017

Questions spécifiques aux espèces

ACOUPA DE MACDONALD (*TOTOABA MACDONALDI*) :
RAPPORT DU SECRETARIAT

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.
2. À sa 17^e session (CoP17, Johannesburg, 2016), la Conférence des Parties a adopté les décisions concernant l'acoupa de MacDonald (*Totoaba macdonaldi*) suivantes :

17.145 À l'adresse des Parties

Les Parties prennent acte de l'engagement de la Chine, des États-Unis d'Amérique et du Mexique à collaborer et à contribuer à la conservation de l'acoupa de MacDonald, et exhortent les autres Parties à les rejoindre.

17.146 À l'adresse des États de l'aire de répartition, de transit ou de consommation de l'acoupa de MacDonald

Le Parties interceptent les expéditions illégales et, si approprié et dans la mesure du possible, partagent leurs informations sur ces prises illégales et le commerce illégal avec le Secrétariat, ainsi qu'avec les autorités CITES des Parties concernées.

17.147 À l'adresse des États de l'aire de répartition, de transit ou de consommation de l'acoupa de MacDonald

Les Parties devraient s'engager dans des activités de sensibilisation au danger qui menace l'acoupa de MacDonald et à ses graves conséquences pour le marsouin du golfe de Californie (*Phocoena sinus*, une espèce menacée d'extinction et inscrite à l'Annexe I), éliminer l'approvisionnement en acoupa de MacDonald et la demande pour cette espèce, et renforcer les mesures de lutte contre la fraude afin de prévenir et de combattre la pêche et le commerce illégaux.

17.148 À l'adresse des États de l'aire de répartition, de transit ou de consommation de l'acoupa de MacDonald

Les Parties soumettent au Secrétariat les informations à mettre à la disposition du Comité permanent à ses 69^e et 70^e sessions sur le nombre et la quantité de saisies de produits illégaux d'acoupa de MacDonald, les arrestations d'individus engagés dans la pêche et le commerce illégaux, les résultats des éventuelles poursuites et les mesures prises pour appliquer ces décisions.

17.149 À l'adresse du Secrétariat

Compte tenu des ressources externes disponibles et en consultation avec les organisations appropriées [par exemple l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), etc.] ainsi qu'avec les États de l'aire de répartition, le Secrétariat commande un rapport à soumettre au Comité permanent sur l'état actuel de l'acoupa de MacDonald et du marsouin du golfe de Californie, ainsi que sur les mesures de conservation en cours, il donne des informations sur le commerce et les marchés illégaux, et fait des recommandations visant à garantir le rétablissement de l'acoupa de MacDonald et du marsouin du golfe de Californie et à combattre le commerce illégal.

17.150 À l'adresse du Comité permanent

Le Comité permanent évalue les données et les informations soumises par les Parties à ses 69^e et 70^e sessions et fait des recommandations concernant les actions supplémentaires à mener.

17.151 À l'adresse des Parties et autres acteurs pertinents

Les Parties et les autres acteurs intéressés sont priés de soutenir les efforts déployés pour mettre fin à la pêche illégale et au trafic d'acoupa de MacDonald, et d'appuyer les activités en faveur du rétablissement des populations sauvages d'acoupa de MacDonald.

Application des décisions 17.146, 17.147 et 17.148

3. Trois décisions concernent les États de l'aire de répartition, de transit ou de consommation de l'Acoupa de MacDonald, la décision 17.148 précisant que : « Les Parties soumettent au Secrétariat les informations à mettre à la disposition du Comité permanent à ses 69^e et 70^e sessions sur ... les mesures prises pour appliquer ces décisions ». Les Parties sont donc invitées à transmettre au Secrétariat les informations concernant (a) les captures illégales et le commerce illégal, autant que faire ce peut ; (b) les actions de sensibilisation concernant l'acoupa de MacDonald et le marsouin du golfe de Californie ; (c) l'élimination de l'approvisionnement et de la demande en acoupa de MacDonald ; (d) le renforcement des mesures de lutte contre la fraude visant la pêche illégale et le commerce illicite ; et (e) la saisie des spécimens d'acoupa de MacDonald commercialisés illégalement aboutissant à des arrestations et poursuites judiciaires.
4. En juin 2017, le Secrétariat a publié une notification aux Parties, N° 2017/043, appelant les États de l'aire de répartition, de transit et de consommation de l'acoupa de MacDonald à soumettre les informations mentionnées dans la décision 17.148.
5. La Chine, le Mexique et les États-Unis d'Amérique ont répondu à la notification en soumettant ces informations qui figurent en annexe au présent document dans la langue et la présentation dans lesquels elles ont été transmises.
6. Les informations transmises par ces trois Parties peuvent être résumées comme suit :

Actions de sensibilisation concernant l'acoupa de MacDonald et le marsouin du golfe de Californie

En janvier et février 2017, la Chine a mené une campagne de sensibilisation et d'éducation, en même temps que des coups de filets sur les marchés. Parmi les actions lancées, citons les discussions avec les gérants des marchés et la distribution aux revendeurs et consommateurs de documents d'information sur le commerce illégal d'acoupa de MacDonald. La campagne a visé essentiellement les villes de Guangzhou, Shenzhen et Shantou, et les actions ont bénéficié d'une large couverture médiatique. La Chine entend poursuivre les actions d'éducation auprès des revendeurs.

Pour aider à sensibiliser le public au commerce illégal de l'acoupa de MacDonald et à son impact préjudiciable sur le marsouin du Golfe de Californie, les États-Unis ont financé un projet de sensibilisation à travers la publication de deux rapports (en plusieurs langues) et une carte interactive des saisies et du commerce d'acoupa de MacDonald. Ces documents ont été présentés à la 66^e session du Comité permanent (SC66, Genève, janvier 2016) et à la 17^e session de la Conférence des Parties (CoP17, Johannesburg, 2016).

Élimination de l'approvisionnement et de la demande d'acoupa de MacDonald et mesures de lutte contre la pêche illégale et le commerce illicite.

En Chine, l'organe de gestion CITES a organisé un atelier en décembre 2016, en collaboration avec d'autres partenaires. Cet atelier organisé à Guangzhou a permis aux représentants de la Région administrative spéciale de Hong Kong, du Mexique et des États-Unis d'Amérique de procéder à des échanges d'informations sur leurs actions de lutte contre le trafic. Des agents de la lutte contre la fraude étaient également présents et ils ont appris à identifier les vessies d'acoupa de MacDonald et pris connaissance de la situation de cette espèce, comme de celle du marsouin du golfe de Californie. Il a été reconnu que tous les pays concernés par le commerce de ces espèces devaient collaborer à l'élimination de l'approvisionnement et de la demande. Les trois pays ont également convenu de collaborer au renforcement des actions de conservation de l'habitat, à l'amélioration des moyens d'existence, à la sensibilisation des populations, aux échanges de renseignements et aux actions de lutte contre la fraude, afin de mettre un terme à la contrebande. La Chine a suggéré que la dynamique des populations d'acoupa de MacDonald devait faire l'objet de nouvelles études plus approfondies afin de mieux orienter l'élaboration des politiques.

Toujours en Chine, en janvier et février 2017, des actions coordonnées dans le cadre d'une campagne de répression et de sensibilisation et éducation ont été menées sur les marchés régionaux, en ciblant les marchés aux fruits de mer séchés, les marchés aux poissons, les revendeurs, et les hôtels et restaurants de Guangzhou, Shenzhen et Shantou. Cette campagne a mobilisé 4 217 agents de lutte contre la fraude qui ont inspecté 5 331 vendeurs. Il est prévu de poursuivre des actions de surveillance des marchés.

Au Mexique, les autorités CITES ont participé à quatre ateliers entre mai 2016 et juin 2017. Ces ateliers portaient sur les problèmes de pêche illégale, d'identification de l'acoupa de MacDonald et de lutte contre la fraude.

Le Mexique a créé un Groupe de travail interinstitutionnel chargé de mutualiser les efforts. Ce groupe de travail qui s'est réuni trois fois, est une plateforme d'échange d'informations et de documents techniques de référence, ainsi que d'expression des besoins. Le Mexique a prévu d'autres actions : réexaminer et analyser les avis techniques formulés par ses agents sur l'acoupa de MacDonald ; informer les organes compétents de l'État de la nécessité de disposer d'au moins un laboratoire voué aux espèces sauvages qui produise des résultats scientifiques à partir de tests ADN ; signaler la nécessité de disposer d'au moins un traducteur de chinois pour appuyer l'unité spécialisée dans la répression de la criminalité liée à l'environnement ; et demander des formations à l'identification de l'acoupa de MacDonald pour les spécialistes, agents de lutte contre la fraude, agents des ministères et autres membres du Secrétaria de Marina Armada de México.

Afin d'orienter et renseigner les enquêtes à venir, le Mexique a transmis des informations sur les résultats des poursuites judiciaires engagées dans le pays. Les organes concernés continueront à communiquer avec les agences de lutte contre la fraude (dont INTERPOL-Mexique et la police fédérale), et la marine mexicaine a proposé son aide (dans la mesure de ses possibilités), notamment l'usage de ses équipes dotées de chiens renifleurs.

Grâce à des efforts accrus de lutte contre la fraude, combinés à une sensibilisation diplomatique, les États-Unis contribuent à lutter contre le prélèvement et le commerce illégaux de l'acoupa de MacDonald à travers les actions suivantes : des programmes de formation adressés aux agents des douanes et de la protection des frontières des États-Unis sur la façon d'identifier les vessies natatoires d'acoupa de MacDonald ; l'élaboration d'un protocole de coordination et de coopération pour les autorités chargées de la lutte contre la fraude dans les ports maritimes, les aéroports et aux frontières du Mexique ; et un travail en collaboration avec des fonctionnaires mexicains pour le partage d'informations sur les méthodes et les routes du trafic des espèces sauvages, incluant le suivi des routes du commerce des vessies natatoires d'acoupa de MacDonald. De plus, les États-Unis ont publié une Notice mauve sur le commerce de l'acoupa de MacDonald à travers INTERPOL ; continuent de suivre et d'étudier les routes du commerce des vessies natatoires d'acoupa de MacDonald ; fournissent des outils d'identification basés sur la morphologie et proposent une formation pour aider à la détection des vessies natatoires d'acoupa de MacDonald ; et continuent d'explorer les possibilités d'améliorer les capacités de détection et les outils pour les partenaires nationaux et internationaux.

Saisies ayant conduit à des arrestations et poursuites

En Chine, les coups de filet effectués sur les marchés en janvier et février 2017 à Guangzhou, Shenzhen et Shantou n'ont révélé aucun commerce illégal d'acoupa de MacDonald et aucune arrestation n'a été effectuée.

Les actions menées par l'autorité CITES de lutte contre la fraude du Mexique, entre avril 2015 et le 25 juillet 2017 sont résumées dans un tableau figurant dans le rapport du Mexique : 195 personnes ont été arrêtées et 301 spécimens d'acoupa de MacDonald et 694 vessies natatoires ont été saisis.

Le Procuraduría General de la República of Mexico (PGR) a également mené des actions de répression aboutissant à l'arrestation de 43 personnes, dont sept ont été condamnées. Les peines prononcées à ce jour sont d'une année d'emprisonnement et des amendes allant de 100 à 300 jours-amendes. Les saisies portaient sur 108 spécimens d'acoupa de MacDonald et 355 vessies natatoires.

Aux États-Unis, entre 2013 et 2017, les saisies ont porté sur 529 vessies natatoires et trois carcasses d'acoupa de MacDonald. Ces saisies ont été réalisées dans le cadre de 11 affaires, toutes en 2013. Sept suspects ont été condamnés, notamment, à la déportation, à des peines d'emprisonnement, au paiement d'amendes ou à des travaux d'intérêt général.

7. Les trois pays ont en outre fourni des informations actualisées sur les actions menées dans le cadre de l'application des décisions 17.146, 17.147 et 17.148 à la *Réunion trilatérale Chine/États-Unis/Mexique sur la lutte contre le trafic illégal d'acoupa de MacDonald* (*Totoaba macdonaldi*), organisée à Ensenada, au Mexique, du 23 au 25 août 2017 auquel le Secrétariat a pris part. Le Secrétariat tient à féliciter les organisateurs et les participants pour cette réunion fructueuse et opportune qui a abouti à des engagements fermes et des accords concrets visant à poursuivre la collaboration dans le domaine de la protection de l'acoupa de MacDonald et du marsouin du golfe de Californie, et à mettre un terme aux captures illégales et au commerce illicite d'acoupa de MacDonald.

Application de la décision 17.149

8. Le Secrétariat n'a pas encore obtenu les financements externes nécessaires à la commande du rapport prévu dans la décision 17.149. En marge de la réunion trilatérale d'août 2017, le Secrétariat a discuté des grandes lignes et du contenu de cette étude avec les représentants de la Convention du patrimoine mondial et de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui ont assuré qu'ils étaient prêts à y contribuer. Toutefois, pour que l'étude puisse être mise en route en coopération avec les organisations internationales concernées, des financements externes doivent être trouvés.

Recommandations

9. Le Comité permanent est invité à :
 - a) prendre bonne note du présent document ;
 - b) encourager la Chine et les États-Unis d'Amérique à poursuivre leur collaboration dans le but d'améliorer la protection de l'acoupa de MacDonald et du marsouin du golfe de Californie, notamment en appliquant les mesures convenues à la réunion trilatérale d'août 2017 ; et
 - c) tenir compte des autres données sur l'acoupa de MacDonald et le marsouin du golfe de Californie qui pourraient être transmises à la présente session, et formuler des recommandations quant à d'autres actions possibles.

Responses to Notification to the Parties No. 2017/43

Contents

China.....2

Mexico.....5

United States of America.....24



**The Endangered Species Import and Export
Management Office of the People's Republic of China**

No. 2017-AL-006

Beijing, 19 June 2017

To:

Mr. John SCANLON
Secretary General
CITES Secretariat
Geneva, Switzerland
Fax: +41-(0)22-797-34-17
Email: info@cites.org

Subject: China's conservation measures for Totoaba (*Totoaba macdonaldi*)

Dear Mr. John E. Scanlon

By this opportunity, I would like to extend my gratitude for your continuous support to the implementation of CITES in China.

In response to the Notification No. 2017/043 published by CITES secretariat dated June 8th 2017 on conservation of Totoaba (*Totoaba macdonaldi*), we would like to communicate to you the following information.

Workshop on illegal trade and Identification of Totoaba

A training workshop held in Guangzhou, the capital city of Guangdong Province in December 2016. The workshop – organized by the Chinese CITES Management Authority (CNMA), Bureau of Fisheries of Ministry of Agriculture (BOF) and State Administration of Industry and Commerce (SAIC) – featured information sharing sessions with representatives from Hong Kong SAR, Mexico and the U.S., who shared their hands-on experience and efforts to combat the trafficking. About 100 enforcement officers from fisheries, market control, customs, and coast guard in Guangdong province attended the workshop, where they learned the conservation status of Totoaba and Vaquita (*Phocoena sinus*) and to identify Totoaba maw. A mobile version e-tutorial was introduced to help quick on-site identification of Totoaba and its maw.

General agreements were reached on the workshop that for endangered species involved in illegal international trade, the cooperation of origin, transit and destination countries to stop the trade from both supply and demand side is the key strategy. China, US, and Mexico will join hands to enhance habitat conservation, improve local community livelihood, raise public awareness, share intelligence and joint law

Add: No.18, Hepingli East Street, State Forestry Administration, Beijing, 100714, P. R. China

Tel: +86-10-84239001

Fax: +86-10-84238897

E-mail: mengcites@sina.com

web: <http://www.cites.gov.cn>



The Endangered Species Import and Export Management Office of the People's Republic of China

enforcement to cut the smuggle chain. Experts suggest more deep research for the population dynamics to provide accurate guidance for policy development. NGOs are also welcome to take advantage role of bridge, and calls for other countries to clean their own market to join in international collaboration.

Crackdown and Awareness & Education Campaign against Illegal Trading of Totoaba and Chinese Bahaba Products

In a renewed effort led by the Fisheries Bureau of the Ministry of Agriculture, the Market Enforcement Department of the State Administration for Industry and Commerce, and CITES Management Authority of China to tackle illegal trade in critically endangered totoaba and Chinese bahaba fish bladders, Guangdong Ocean and Fisheries Department, Guangdong Administration for Industry and Commerce and CITES Guangzhou branch office took coordinated action on regional market sweeps between Jan 9 and Feb 9, 2017, with a focus on major cities of Guangzhou, Shenzhen and Shantou. The efforts were focused on dried seafood markets, fish markets, retail, hotels, and restaurants. On January 9, 2017, the agencies hosted a crackdown and awareness & education campaign launch ceremony in Guangzhou to start the market sweeps and public awareness activities.

In addition to the market sweeps, the agencies also hosted meetings with market management, placed posters in the markets and distributed educational materials to raise awareness among sellers and customers of the newly amended Wildlife Protection Law and CITES regulations.

Xinhua News Agency, The Paper, and the Green Times, and many other media outlets covered the crackdown and awareness & education campaign. A total of 4,217 enforcement officers took part in these actions, inspecting 5,331 vendors. A total of 766 posters were placed at the markets along with distributing 7,000 information pamphlets. Though the market sweeps, revealed no illegal activity related to the two fish species and no arrests were made, it sent a clear message to traders and consumers that the enforcement agencies have zero tolerance to trading and consuming the two fish products.

This is the first such multi-agency illegal trade enforcement operation by China under its CITES commitments to non-native CITES appendix species, showing the country's resolve to crack down on the illegal trade of totoaba. As China continues to fight this illegal trade, it is also strengthening partnerships with Mexican and American



The Endangered Species Import and Export Management Office of the People's Republic of China

counterparts to improve effectiveness of totoaba protection efforts along the trade route.

Continue actions

Bureau of Fisheries of Ministry of Agriculture, State Administration of Industry and Commerce, Chinese Custom and CITES MA of China will continue the actions in combatting the illegal trade, monitoring the market and educating the vendors. A multi-agency delegation which was composed of above mentioned authority will visit USA and Mexico in this August to promote the cooperation in habitat management, combating illegal trade, information exchange, propaganda and the investigation in origin, transit and consumer countries. The delegation will discuss with US and Mexico the further action solely and together by 3 countries to solve the problem in Totoaba conservation. All these actions we carried out were and will be cooperated by NGOs like WildAid and NRDC. We will report the progress of further actions in SC69.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, reading "Meng Xianlin", is positioned below the text "Yours sincerely,".

Mr. Meng Xianlin
Executive Director General,
CITES Management Authority of China
Tel: +86-10-8423 9003
Fax: +86-10-8423 8897

Oficio No. SGPA/DGVSA/06366/2017

Ciudad de México, a 31 de julio de 2017

"2017, AÑO DEL CENTENARIO DE LA PROMULGACIÓN DE LA CONSTITUCIÓN POLÍTICA DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS"

JOHN E. SCANLON
SECRETARIO GENERAL
CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

P R E S E N T E

Sirva este medio para saludarle, al tiempo de enviarle la **respuesta de México a la notificación No. 2017/043 relativa al cumplimiento de la Decisión 17.148** dirigida a los Estados de distribución, de tránsito o de consumo de Totoaba que solicita a las Partes información sobre el número y la cantidad de incautaciones de productos ilegales de totoaba, arrestos de personas dedicadas a la pesca y comercio ilícitos, resultados de cualquier proceso y acciones tomadas para su implementación.

Anexo a la presente comunicación, encontrará:

- a) Las acciones más importantes del fortalecimiento del marco jurídico nacional para la protección de la Totoaba, establecidas en el ACUERDO por el que se prohíben artes, sistemas, métodos, técnicas y horarios para la realización de actividades de pesca con embarcaciones menores en aguas marinas de jurisdicción federal de los Estados Unidos Mexicanos en el Norte del Golfo de California, y se establecen sitios de desembarque, así como el uso de sistemas de monitoreo para dichas embarcaciones (se anexan las versiones en español e inglés).
- b) Las acciones de capacitación para el fortalecimiento de las capacidades del monitoreo, inspección y vigilancia de la Procuraduría Federal de Protección al Ambiente.



Oficio No. SGPA/06366/2017

- c) Información de la Procuraduría General de la República en torno al número y cantidad de incautaciones de productos ilegales de totoaba, arrestos de personas dedicadas a la pesca y comercio ilícitos y resultados de acciones adicionales en la materia.

Sin otro particular por el momento, agradezco sus atenciones y quedo de Usted.

ATENTAMENTE
EL DIRECTOR GENERAL
AUTORIDAD ADMINISTRATIVA CITES



LIC. JOSÉ LUIS PEDRO FUNES IZAGUIRRE

"Para el uso responsable de este papel, las copias para conocimiento de este asunto son remitidas vía electrónica"

C.c.e.p. Q.F.B. Martha Garcíarivas Palmeros, Subsecretaria de Gestión para la Protección Ambiental. marthagrivas@semarnat.gob.mx
Bíol. Hesiquio Benítez Díaz, Director General de Cooperación Internacional e Implementación, CONABIO.
hesiquio.benitez@conabio.gob.mx

DOF: 30/06/2017

ACUERDO por el que se prohíben artes, sistemas, métodos, técnicas y horarios para la realización de actividades de pesca con embarcaciones menores en aguas marinas de jurisdicción federal de los Estados Unidos Mexicanos en el Norte del Golfo de California, y se establecen sitios de desembarque, así como el uso de sistemas de monitoreo para dichas embarcaciones.

Al margen un sello con el Escudo Nacional, que dice: Estados Unidos Mexicanos.- Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación.

RAFAEL PACCHIANO ALAMÁN, Secretario de Medio Ambiente y Recursos Naturales y JOSÉ EDUARDO CALZADA ROVIROSA, Secretario de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación, con fundamento en lo dispuesto en los artículos 26, 32 Bis, fracciones II y XLII, y 35, fracciones XXI y XXII, de la Ley Orgánica de la Administración Pública Federal; 4o. de la Ley Federal de Procedimiento Administrativo; 1o., 4o., 8o., fracciones I, II, III, XII, XIV, XXI, XXII, XXIX, XXXVIII, XXXIX y XLI; 9o. fracciones I, II y V; 17, fracciones I, III, IV, VII y VIII, 19, párrafo segundo, 29 fracción II, 124, 126 y 132 de la Ley General de Pesca y Acuacultura Sustentables; 5o., fracciones I, VIII, XI, XVIII, 6o., 79, fracciones I, III y VIII, 83, 160, 161 y 162 de la Ley General del Equilibrio Ecológico y la Protección al Ambiente; 1o., 2o., 3o., 5o., fracciones I y II, 9o. fracciones I, IV y XVII y párrafos segundo y tercero, 14 y 122 fracciones I, II y III de la Ley General de Vida Silvestre; 5, fracción XXV, 41, 42, 45, fracción I y último párrafo y 70, fracciones I, XIII y XV del Reglamento Interior de la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales; 1o., 2o. letra "D" fracción III, 3o., 5o. fracción XXII, 44, 45 y Octavo Transitorio del Reglamento Interior de la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación, vigente; en correlación con los artículos 37 y 39 fracciones III, V, VIII y XXII del Reglamento Interior de la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 10 de julio de 2001, y

CONSIDERANDO

Que corresponde a la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, fomentar la protección, restauración y conservación de los ecosistemas y recursos naturales y bienes y servicios ambientales, con el fin de propiciar su aprovechamiento y desarrollo sustentable.

Que es facultad de la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, la conservación y protección de las especies y poblaciones en riesgo, incluyendo a la vaquita marina (*Phocoena sinus*), así como sus entornos naturales y el establecimiento de medidas que contribuyan a su conservación.

Que es facultad de la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación, a través de la Comisión Nacional de Acuacultura y Pesca, administrar y regular el uso, así como promover el aprovechamiento sustentable de los recursos de la flora y fauna acuáticas, ordenando las actividades de las personas que intervienen en ella y estableciendo las condiciones en que deberán realizarse las operaciones pesqueras; así como también proponer, formular, coordinar y ejecutar la política nacional de pesca sustentable; establecer las medidas administrativas y de control a que deban sujetarse las actividades de pesca y fijar los métodos y medidas para la conservación de los recursos pesqueros.

Que de las diferentes especies de cetáceos presentes en aguas del Golfo de California, la vaquita marina (*Phocoena sinus*) es de especial interés, por ser un mamífero marino de los más pequeños a nivel mundial (1.5 metros como máximo), porque representa una especie endémica cuya biología es poco conocida, por estar catalogada en peligro de extinción y porque generalmente se encuentra asociada con la totoaba (*Totoaba macdonaldi*), lo que incrementa la posibilidad de su interacción con redes de enmalle, incluyendo las denominadas "agalleras".

Que el Gobierno Mexicano ha contribuido con la protección y recuperación del número de ejemplares de vaquita marina (*Phocoena sinus*), así como en la reducción de los factores de riesgo que han propiciado el peligro de extinción de la especie, a través del establecimiento de medidas tendientes a la recuperación de la población de la vaquita marina, cuya zona de distribución se ubica en el Norte del Golfo de California, por lo cual, se publicó en el Diario Oficial de la Federación, el 8 de septiembre de 2005, el "Acuerdo mediante el cual se establece el área de refugio para la protección de la vaquita (*Phocoena sinus*)" y el 29 de diciembre de 2005, el "Programa de Protección de la Vaquita dentro del Área de Refugio ubicada en la porción occidental del Alto Golfo de California".

Que en consonancia con lo anterior, el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos decidió establecer una suspensión temporal de la pesca con redes de enmalle, incluyendo además a las cimbras o palangres, en la zona de distribución de la vaquita marina (*Phocoena sinus*), durante dos años, como medida que contribuya a la conservación de la especie, mediante el Acuerdo por el que se suspende temporalmente la pesca comercial mediante el uso de redes de enmalle, cimbras y/o palangres operadas con embarcaciones menores, en el Norte del Golfo de California, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 10 de abril de 2015.

Que existen especies de peces de interés comercial que se distribuyen en aguas de jurisdicción federal del Norte del Golfo de California, las cuales por su disponibilidad y abundancia son susceptibles de aprovechamiento bajo un esquema de manejo que asegure el mantenimiento de sus poblaciones.

Que existe una pesquería establecida de curvina golfina (*Cynoscion othonopterus*) por parte de los pescadores del Golfo de Santa Clara, Sonora, así como de San Felipe y la zona denominada "Bajo Río Colorado" en Baja California, incluyendo a la comunidad Cucapá, cuyas operaciones de captura se realizan principalmente durante los meses de febrero a abril de cada año, mediante el sistema de pesca de encierro (al cerco) del cardumen.

Que la Ley General de Pesca y Acuacultura Sustentables precisa en su artículo 8o. fracción XXI, que corresponde a la Secretaría proponer el establecimiento y regulación de los sitios de desembarque y acopio para las operaciones pesqueras y acuícolas y promover ante las autoridades competentes la ubicación de los mismos.

Que resulta necesario establecer medidas de manejo para el aprovechamiento pesquero, de forma que se fortalezca la seguridad de nula interacción con especies no objetivo.

Que el Instituto Nacional de Pesca y Acuacultura (INAPESCA) emitió opinión técnica mediante oficio RJL/INAPESCA/DGAIPP/0520/2017 de fecha 17 de marzo de 2017, en el que indica que no existe objeción de orden técnico respecto a la decisión del Gobierno Federal para refrendar el compromiso de protección a la vaquita marina (*Phocoena sinus*)

mediante la suspensión del uso de todas las redes agalleras en la región Norte del Golfo de California, excepto las empleadas para el aprovechamiento de la curvina golfina, entre las que se encuentran las redes curvineras denominadas "Sistemas de pesca de encierro", opinión que ratifica lo manifestado previamente en el documento similar No. RJL/INAPESCA/DG/120/2015 de fecha 27 de febrero de 2015.

Que el Instituto Nacional de Pesca y Acuicultura, mediante oficio RJL/INAPESCA/DGAIPP/1030/2017 de fecha 16 de junio de 2017, emitió opinión técnica favorable respecto a la prohibición permanente de redes agalleras y de enmalle en el Alto Golfo de California; prohibición de la pesca nocturna con un horario de las 21:00 a las 05:00 horas; recuperación de redes fantasmas o abandonadas; instalación de dispositivos de monitoreo en embarcaciones menores y la definición de los sitios de desembarque de embarcaciones menores.

Que en consecuencia, fundándose las presentes disposiciones en razones de orden técnico y de interés público, hemos tenido a bien emitir el siguiente:

ACUERDO POR EL QUE SE PROHÍBEN, ARTES, SISTEMAS, MÉTODOS, TÉCNICAS Y HORARIOS PARA LA REALIZACIÓN DE ACTIVIDADES DE PESCA CON EMBARCACIONES MENORES EN AGUAS MARINAS DE JURISDICCIÓN FEDERAL DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS EN EL NORTE DEL GOLFO DE CALIFORNIA, Y SE ESTABLECEN SITIOS DE DESEMBARQUE, ASÍ COMO EL USO DE SISTEMAS DE MONITOREO PARA DICHAS EMBARCACIONES

ARTÍCULO PRIMERO.- El presente acuerdo es aplicable a las actividades de pesca con embarcaciones menores que se realicen en aguas marinas de jurisdicción federal de los Estados Unidos Mexicanos en el Norte del Golfo de California, dentro de la zona que enseguida se indica y que se presenta en el anexo único:

Vértice	Coordenadas Decimales		Coordenadas Métricas (UTM)		Coordenadas Grados, minutos, segundos	
	X	Y	X	Y	X	Y
A	31.493300	-114.022800	782806.16	3488114.57	31°29'35.86"	114°1'22.09"
B	30.095000	-114.022000	787011.95	3333054.46	30°5'41.99"	114°1'19.24"
C	30.095000	-114.600005	731287.04	3331742.07	30°5'42.00"	114°36'0.02"
D	31.587500	-114.820300	706823.40	3496775.96	31°35'14.97"	114°49'13.10"
E	31.703300	-114.532200	733876.99	3510197.40	31°42'11.87"	114°31'55.96"

ARTÍCULO SEGUNDO.- Se prohíben, permanentemente, las redes de enmalle, incluyendo agalleras, operadas de forma pasiva o dormida para la realización de actividades de pesca en la zona marina señalada en el artículo anterior. No se podrán transportar dichas artes de pesca en esa zona marina ni por cualquier otro medio terrestre o aéreo a, o entre las, ciudades, poblaciones, ejidos, comunidades y/o campos pesqueros aledaños a la misma.

Quedarán exceptuadas de la prohibición anterior, las redes usadas al cerco mediante el sistema de pesca de encierro operadas de forma activa para la pesca de curvina golfina y sierra, que, previa opinión técnica del Instituto Nacional de Pesca y Acuicultura, que incluya las mejoras tecnológicas que dicho Instituto recomiende, se autoricen en los permisos de pesca que expida la autoridad pesquera.

ARTÍCULO TERCERO.- Se prohíbe la realización de actividades de pesca con embarcaciones menores, incluyendo la pesca deportivorecreativa, en la zona indicada en el artículo primero de este Acuerdo, en el horario nocturno comprendido entre las 21:00 (veintiún) horas y las 5:00 (cinco) horas diarias.

ARTÍCULO CUARTO.- Las personas que realicen actividades de pesca con embarcaciones menores en la zona señalada en el artículo primero y en horario distinto al indicado en el artículo tercero, ambos del presente Acuerdo, deberán informar a la Oficina de Pesca de la Comisión Nacional de Acuicultura y Pesca más cercana a su domicilio, dentro de las veinticuatro horas siguientes al arribo de la embarcación a su sitio de arribo o puerto base, sobre la pérdida o extravío de artes de pesca durante sus actividades de pesca y que no hubiesen podido recuperar en todo o en parte. La autoridad pesquera levantará constancia escrita de las circunstancias de tiempo, modo y lugar del hecho, y requerirá a dichas personas para que participen en las tareas de recuperación del arte de pesca, que se determinen.

ARTÍCULO QUINTO.- Las embarcaciones menores que cuenten con concesión o permiso para realizar actividades de pesca en la zona indicada en el artículo primero de este Acuerdo, deberán tener un sistema de monitoreo instalado y funcionando, con la tecnología y características que se determinen en las concesiones o permisos de pesca correspondientes, conforme a lo dispuesto por el artículo 125 de la Ley General de Pesca y Acuicultura Sustentables.

ARTÍCULO SEXTO.- Las embarcaciones menores que cuenten con concesión o permiso para realizar actividades de pesca en la zona indicada en el artículo primero de este Acuerdo, tendrán como lugares de embarque y desembarque los siguientes sitios:

I.- Golfo de Santa Clara

Bajadas	Coordenadas geográficas
El Delfín	31°41'7.75"N - 114°30'13.50"O
Duarte	31°40'56.93"N - 114°29'54.40"O
Las Cabinas	31°40'35.31"N - 114°29'31.12"O
Las Brisas	31°31'31.36"N - 114°13'21.07"O
Los Pinitos	31°30'52.87"N - 114°12'28.65"O

II.- San Felipe

Bajadas	Coordenadas geográficas
Muelle de San Felipe	30°59'31.56"N - 114°49'37.50"O
Puertecitos	30°21'1.16"N - 114°38'20.32"O
San Luis Gonzaga	29°47'45.44"N - 114°23'47.52"O

Lucky Landing	30° 4'47.80"N - 114°35'18.52"O
---------------	--------------------------------

III.- El Indiviso/Bajo Río

Bajadas	Coordenadas geográficas
El Zanjón	31°56'50.05"N - 114°57'48.08"O

ARTÍCULO SÉPTIMO.- El presente Acuerdo es obligatorio para los titulares de concesiones y permisos de pesca con embarcaciones menores, así como capitanes o patrones de pesca, motoristas u operadores, pescadores y tripulantes de dichas embarcaciones, incluyendo pescadores deportivos y prestadores de servicios a la pesca deportivorecreativa y demás sujetos que realicen actividades de pesca en las aguas marinas de jurisdicción federal señaladas en el artículo primero.

ARTÍCULO OCTAVO.- Las personas que incumplan o contravengan el presente Acuerdo, se harán acreedores a las sanciones que establece la Ley General de Pesca y Acuacultura Sustentables y demás disposiciones legales aplicables.

ARTÍCULO NOVENO.- La vigilancia del cumplimiento de este Acuerdo estará a cargo de la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, por conducto de la Procuraduría Federal de Protección al Ambiente, con la intervención que corresponda a la Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas, así como de la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación, por conducto de la Comisión Nacional de Acuacultura y Pesca, en el ámbito de sus respectivas competencias. Ambas Dependencias se coordinarán con la Secretaría de Marina para la vigilancia en las zonas marinas mexicanas.

TRANSITORIO

PRIMERO.- El presente Acuerdo entrará en vigor el día de su publicación en el Diario Oficial de la Federación.

SEGUNDO.- La Comisión Nacional de Acuacultura y Pesca realizará las acciones de simplificación sobre el trámite indicado en el anexo correspondiente de la MIR, para dar cumplimiento al Artículo Quinto del "Acuerdo que fija los lineamientos que deberán ser observados por las dependencias y organismos descentralizados de la Administración Pública Federal, en cuanto a la emisión de los actos administrativos de carácter general a los que les resulta aplicable el artículo 69-H de la Ley Federal de Procedimiento Administrativo" en un plazo de nueve meses contados a partir de la publicación de este Acuerdo en el Diario Oficial de la Federación.

TERCERO.- Se derogan todas las disposiciones que se contrapongan al presente instrumento.

Ciudad de México, a 21 de junio de 2017.- El Secretario de Medio Ambiente y Recursos Naturales, **Rafael**

Pacchiano Alamán.- Rúbrica.- El Secretario de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación, **José Eduardo Calzada Rovirosa.-** Rúbrica.

ANEXO ÚNICO

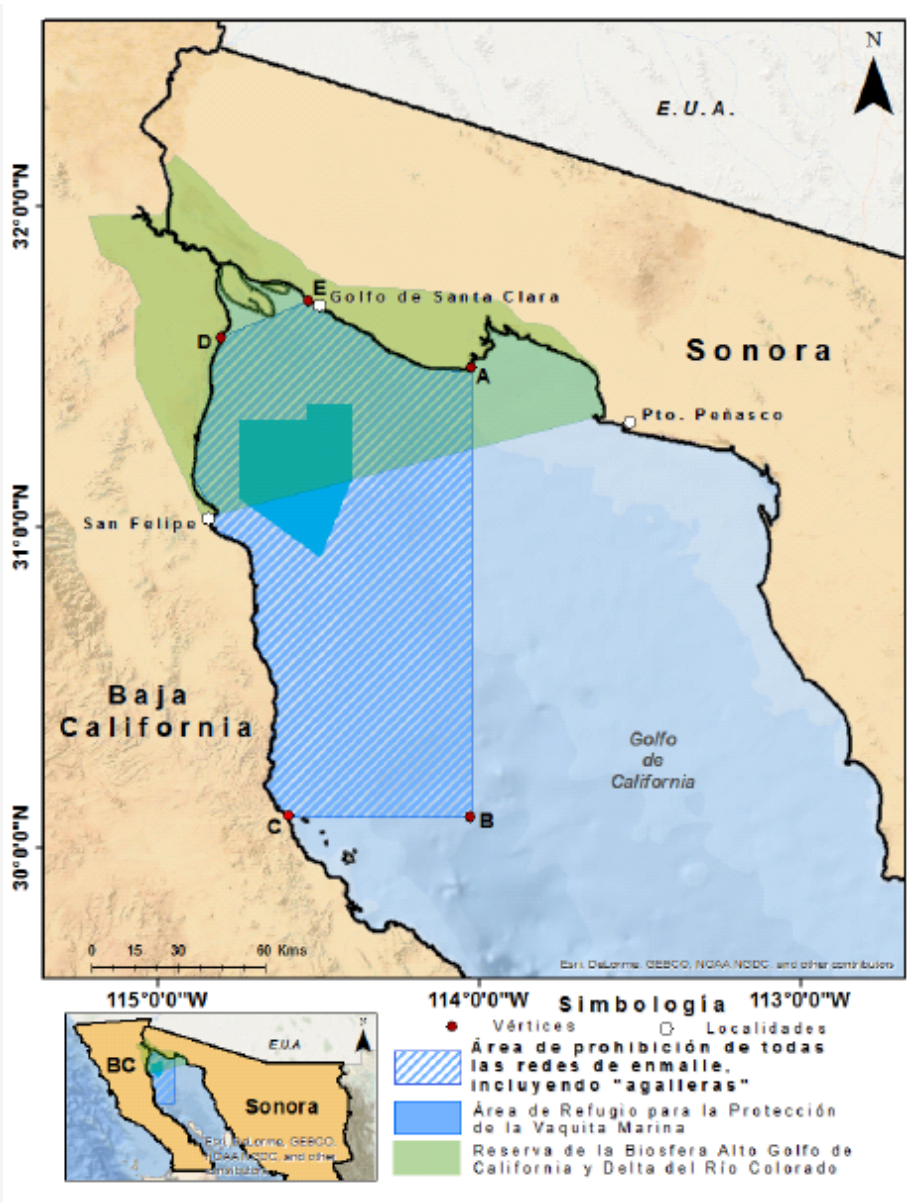


Figura. Mapa del área de prohibición de redes de enmalle, incluyendo las denominadas "agalleras", en el Norte del Golfo de California.

Vértice	Coordenadas Decimales		Coordenadas Métricas (UTM)		Coordenadas Grados, minutos, segundos	
	X	Y	X	Y	X	Y
A	31.493300	-114.022800	782806.16	3488114.57	31°29'35.86"	114°1'22.09"
B	30.095000	-114.022000	787011.95	3333054.46	30°5'41.99"	114°1'19.24"
C	30.095000	-114.600005	731287.04	3331742.07	30°5'42.00"	114°36'0.02"
D	31.587500	-114.820300	706823.40	3496775.96	31°35'14.97"	114°49'13.10"
E	31.703300	-114.532200	733876.99	3510197.40	31°42'11.87"	114°31'55.96"

Tabla. Vértices del área de prohibición de redes de enmalle, incluyendo las denominadas "agalleras", en el Norte del Golfo de California.

DOF: 06/30/2017

AGREEMENT prohibiting gears, systems, methods, techniques and schedules for fishing activities with smaller vessels in marine waters of federal jurisdiction of the United Mexican States in the North of the Gulf of California, and establishing landing sites , As well as the use of monitoring systems for such vessels.

On the margin a seal with the National Coat of Arms, which says: United Mexican States. - Secretary of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food.

RAFAEL PACCHIANO ALAMÁN, Secretary of Environment and Natural Resources and JOSÉ EDUARDO CALZADA ROVIROSA, Secretary of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food, based on articles 26, 32 Bis, fractions II and XLII, and 35 , Fractions XXI and XXII, of the Organic Law of the Federal Public Administration; 4th. The Federal Law of Administrative Procedure; 1st, 4th, 8th, fractions I, II, III, XII, XIV, XXI, XXII, XXIX, XXXVIII, XXXIX and XLI; 9o. Fractions I, II and V; 17, fractions I, III, IV, VII and VIII, 19, second paragraph, 29 fraction II, 124, 126 and 132 of the General Law of Sustainable Fisheries and Aquaculture; Fractions I, VIII, XI, XVIII, 6o, 79, fractions I, III and VIII, 83, 160, 161 and 162 of the General Law of Ecological Equilibrium and Protection of the Environment; 1o, 2o, 3o, 5o, fractions I and II, 9o. Fractions I, IV and XVII and second and third paragraphs, 14 and 122 fractions I, II and III of the General Wildlife Law; 5, fraction XXV, 41, 42, 45, fraction I and last paragraph and 70, fractions I, XIII and XV of the Internal Regulation of the Secretariat of the Environment and Natural Resources; 1o, 2o. Letter "D" fraction III, 3rd, 5th. Fraction XXII, 44, 45 and Eighth Transitional of the Internal Regulation of the Secretariat of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fishing and Food, in force; In correlation with articles 37 and 39 sections III, V, VIII and XXII of the Internal Regulation of the Ministry of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food, published in the Official Gazette of the Federation on July 10, 2001, and

CONSIDERING

It is the responsibility of the Ministry of the Environment and Natural Resources to promote the protection, restoration and conservation of ecosystems and natural resources and environmental goods and services, in order to promote their use and sustainable development.

That the Secretariat for the Environment and Natural Resources is responsible for the conservation and protection of species and populations at risk, including the vaquita (*Phocoena sinus*), as well as its natural environments and the establishment of measures that contribute to its conservation.

That it is the power of the Secretariat of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food, through the National Commission of Aquaculture and Fisheries, to administer and regulate the use, as well as to promote the sustainable use of the resources of the aquatic flora and fauna , ordering the activities of the persons involved and establishing the conditions under which fishing operations are to be

carried out; as well as to propose, formulate, coordinate and implement the national sustainable fisheries policy; to establish the administrative and control measures to be applied to fishing activities and to establish methods and measures for the conservation of fishery resources.

That of the different species of cetaceans present in waters of the Gulf of California, the vaquita (*Phocoena sinus*) is of special interest, being a marine mammal of the smallest in the world (1.5 meters maximum), because it represents a species endemic whose biology is little known, because it is classified as endangered and because it is generally associated with totoaba (*Totoaba macdonaldi*), which increases the possibility of its interaction with gillnets, including so-called "gillnets".

That the Mexican Government has contributed to the protection and recovery of the number of specimens of vaquita (*Phocoena sinus*), as well as the reduction of the risk factors that have led to the threat of extinction of the species, through the establishment of measures for the recovery of the population of the vaquita, whose distribution zone is located in the North of the Gulf of California, which was published in the Official Gazette of the Federation on September 8, 2005, the "Agreement (*Phocoena sinus*), "and on December 29, 2005, the" Vaquita Protection Program within the Refuge Area located in the western portion of the Upper Gulf of Mexico. California".

That, in accordance with the foregoing, the Government of the United Mexican States decided to establish a temporary suspension of fishing with gillnets, including frogs or longlines, in the range of the vaquita (*Phocoena sinus*) during two years, as a measure contributing to the conservation of the species, through the Agreement temporarily suspending commercial fishing through the use of gillnets, linings and / or longlines operated with smaller vessels, in the North Gulf of California, published in the Official Gazette of the Federation on April 10, 2015.

That there are species of fish of commercial interest that are distributed in waters of federal jurisdiction of the North of the Gulf of California, which by their availability and abundance are susceptible of use under a management scheme that assures the maintenance of their populations.

That there is an established fishery of the curvina (*Cynoscion othonopterus*) by the fishermen of the Gulf of Santa Clara, Sonora, as well as of San Felipe and the area called "Bajo Río Colorado" in Baja California, including the Cucapá community, whose Catch operations are carried out mainly during the months of February to April of each year, by means of the fishing system of enclosure (to the enclosure) of the school.

That the General Law of Sustainable Fisheries and Aquaculture specifies in Article 8. Section XXI, that it is the responsibility of the Secretariat to propose the establishment and regulation of landing and storage sites for fishing and aquaculture operations and to promote their location to the competent authorities.

That it is necessary to establish management measures for the use of fisheries, so as to strengthen the security of null interaction with non-target species.

That the National Institute of Fisheries and Aquaculture (INAPESCA) issued a technical opinion by official letter RJL / INAPESCA / DGAIPP / 0520/2017 dated March 17, 2017, indicating that there is no technical objection regarding the Government's decision to endorse the commitment to protect the vaquita (*Phocoena sinus*) by suspending the use of all gillnets in the northern region of the Gulf of California, except for those used for the use of the gulf curvina, among which are found The curvineras networks denominated "Systems of fishing of encierro", opinion that ratifies previously expressed in the similar document No. RJL / INAPESCA / DG / 120/2015 of the 27 of February of 2015.

That the National Institute of Fisheries and Aquaculture, by means of official letter RJL / INAPESCA / DGAIPP / 1030/2017 dated June 16, 2017, issued favorable technical opinion regarding the permanent prohibition of gillnets and gillnets in the Upper Gulf of California; Prohibition of night fishing with a timetable from 9:00 p.m. to 5:00 p.m.; Recovery of phantom or abandoned networks; Installation of monitoring devices on smaller vessels and definition of landing sites for smaller vessels.

That, consequently, these provisions being based on technical reasons and of public interest, we have had to issue the following:

ARRANGEMENT BY WHICH IT IS PROHIBITED, ARTS, SYSTEMS, METHODS, TECHNIQUES AND SCHEDULES FOR THE PERFORMANCE OF FISHING ACTIVITIES WITH SMALLER BOATS IN MARINE OF WATERS FEDERAL JURISDICTION MARINES OF THE UNITED MEXICAN STATES IN THE NORTH OF GULF OF CALIFORNIA, AND LANDING SITES ARE ESTABLISHED, AS WELL AS THE USE OF MONITORING SYSTEMS FOR SUCH BOATS

ARTICLE ONE. - The present agreement is applicable to the fishing activities with smaller vessels that are carried out in marine waters of federal jurisdiction of the United Mexican States in the North of the Gulf of California, within the zone is indicated below and is presented in the single annex:

Vertex	Coordinates Decimal		Coordinates Metric (UTM)		Coordinates Degrees, minutes seconds	
	X	And	X	And	X	And
TO	31.493300	-114.022800	782806.16	3488114.57	31 ° 29 ' 35.86"	114 ° 1 ' 22.09"
B	30.095000	-114.022000	787011.95	3333054.46	30 ° 5 ' 41.99"	114 ° 1 ' 19.24"
C	30.095000	-114.600005	731287.04	3331742.07	30 ° 5 ' 42.00"	114 ° 36 ' 0.02"
D	31.587500	-114.820300	706823.40	3496775.96	31 ° 35 ' 14.97"	114 ° 49 ' 13.10"
E	31.703300	-114.532200	733876.99	3510197.40	31 ° 42 ' 11.87"	114 ° 31 ' 55.96"

ARTICLE TWO. - Gillnets, including gillnets, operated passively or asleep for fishing activities in the marine area indicated in the previous article, are permanently prohibited. Such fishing gear may not be transported in that marine area or by any other land or air means to, or between, the cities, towns, ejidos, communities and / or fishing grounds adjacent thereto.

Exempted from the previous prohibition, the nets used to the fence by means of the fishing system of enclosure actively operated for the fishing of gulf corvina and sawfish, that, after technical opinion of the National Institute of Fisheries and Aquaculture, that includes the technological improvements which the said Institute recommends, be authorized in the fishing permits issued by the fishing authority.

ARTICLE THREE .- It is prohibited to carry out fishing activities with smaller vessels, including recreational fishing, in the area indicated in Article One of this Agreement, at night time between 21:00 (twenty one) and 5:00 (five) hours daily.

ARTICLE FOUR. - Persons carrying out fishing activities with smaller vessels in the area indicated in Article 1 and at a time other than that indicated in Article 3, both of this Agreement, shall inform the Fisheries Office of the National Commission of Aquaculture and Fisheries, closer to home, within twenty-four hours of the arrival of the vessel at its arrival or port of entry on the loss or missing of fishing gear during its fishing activities and which could not be recovered in all or part. The fishing authority shall draw up a written record of the circumstances of the time, manner and place of the event, and shall require such persons to participate in the tasks of recovery of the fishing gear, to be determined.

ARTICLE FIFTH. - Minor vessels that have a concession or permit to carry out fishing activities in the area indicated in Article One of this Agreement, must have a monitoring system installed and functioning, with the technology and characteristics that are determined in the concessions or fishing permits, in accordance with the provisions of Article 125 of the General Law on Sustainable Fisheries and Aquaculture.

ARTICLE SIX. - Minor vessels that have a concession or permit to carry out fishing activities in the area indicated in Article One of this Agreement, shall have as landing and embarkation sites the following sites:

I.- Gulf of Santa Clara

Downs	Coordinates geographic
The Dolphin	31 ° 41'7. 75 "n " - 114 ° 30'13 50 "or "
Duarte	31 ° 40'56. 93 "n " - 114 ° 29'54 40 "o "
The Cabins	31 ° 40'35. 31 "n ' - 114 ° 29'31 12 "o "
The Brisas	31 ° 31'31. 36 "n " - 114 ° 13'21. 07 "w "
The First steps	31 ° 30'52. 87 "n " - 114 ° 12'28. 65 "w "

II. San Felipe

Downs	Coordinates geographic
Spring of San Felipe	30 ° 59'31. 56 "n " - 114 ° 49'37. 50 "or "
Puertecitos	30 ° 21'1. 16 "n " - 114 ° 38'20. 32 "w "

San Luis Gonzaga	29 ° 47'45. 44 "n " - 114 ° 23'47 52 "o "
Lucky Landing	30 ° 4'47. 80 "n - 114 ° 35'52 " O 18

III. The Indiviso/Lower River

Downs	Coordinates geographic
The Zanjón	31 ° 56'50. 05 "n " - 114 ° 57'48. 08 "w "

ARTICLE SEVEN. - This Agreement is obligatory for holders of concessions and fishing permits with smaller vessels, as well as captains or fishing patrons, drivers or operators, fishermen and crew of said vessels, including sport fishermen and service providers to the sport-recreational fishing and other subjects that carry out fishing activities in the marine waters of Federal jurisdiction indicated in Article One.

ARTICLE EIGHTH. - Persons who breach or contravene this Agreement, will be credited to the sanctions established by the General Law of Sustainable Fisheries and Aquaculture and other applicable legal provisions.

ARTICLE NINE. - The Ministry of Environment and Natural Resources will monitor compliance with this Agreement, through the Federal Office of Environmental Protection, with the intervention of the National Commission of Natural Protected Areas and of the Secretariat of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food, through the National Commission of Aquaculture and Fisheries, within the scope of their respective competencies. Both units will coordinate with the Secretariat of the Navy for surveillance in Mexican marine areas.

TRANSITORY

FIRST. - This Agreement shall enter into force on the day of its publication in the Official Gazette of the Federation.

SECOND.- The National Aquaculture and Fisheries Commission will carry out the simplification actions on the procedure indicated in the corresponding Annex of the MIR, in order to comply with the Fifth Article of the "Agreement that establishes the guidelines to be observed by the agencies and decentralized organisms of the Federal Public Administration, regarding the issuance of general administrative acts to which Article 69-H of the Federal Law of Administrative Procedure is applicable "within a period of nine months from the publication of this Agreement in the Official Gazette of the Federation.

THIRD. - All provisions that counteract to this instrument are hereby repealed.

Mexico City, June 21, 2017.- The Secretary of Environment and Natural Resources, Rafael Pacchiano Alamán.- Heading.- The Secretary of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food, José Eduardo Calzada Rovirosa.- Heading.

ANNEX ONLY

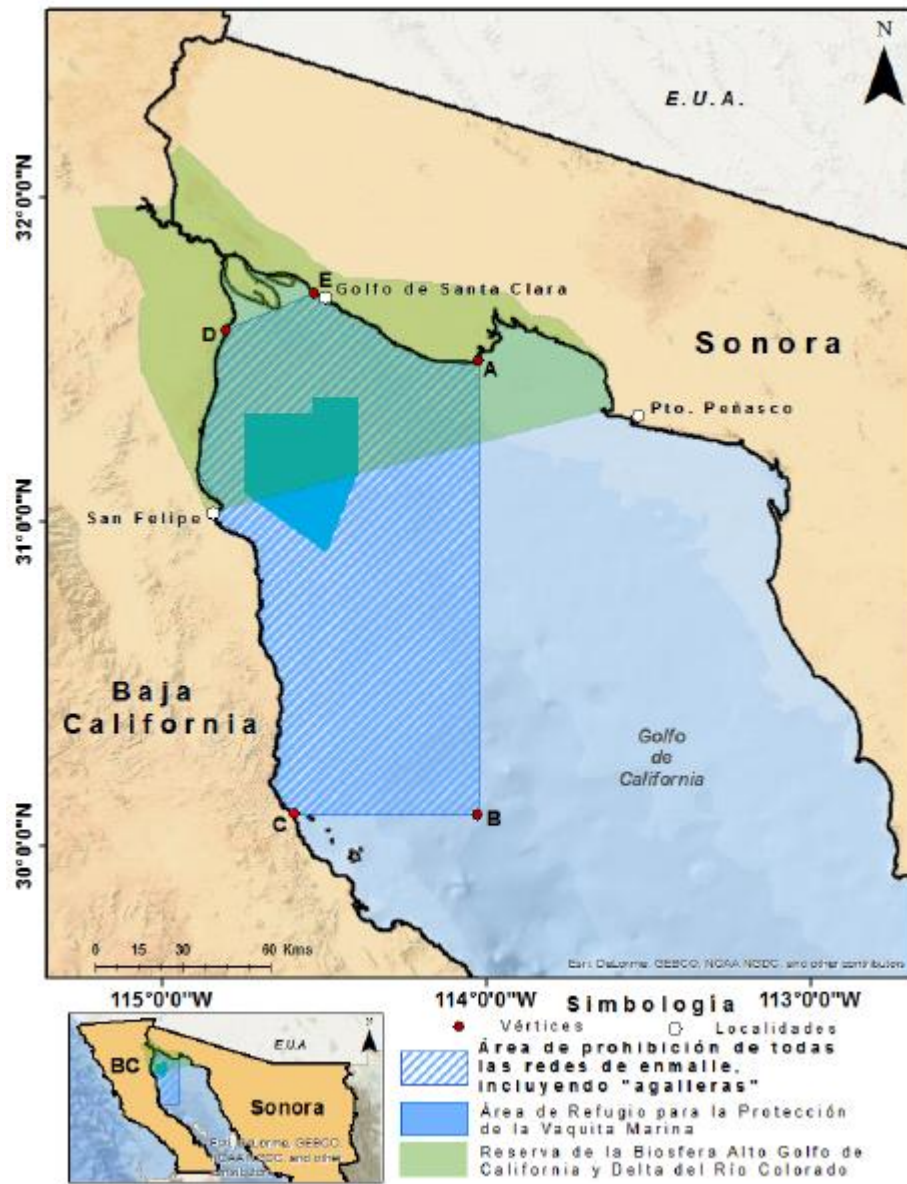


Figure. Map of the area of ban of network of Gill, including the called "gillnets", in the North of the Gulf of California.

Vertex	Coordinates Decimal		Coordinates Metric (UTM)		Coordinates Degrees, minutes seconds	
	X	And	X	And	X	And
TO	31.493300	-114.022800	782806.16	3488114.57	31 ° 29 ' 35.86"	114 ° 1 ' 22.09"
B	30.095000	-114.022000	787011.95	3333054.46	30 ° 5 ' 41.99"	114 ° 1 ' 19.24"
C	30.095000	-114.600005	731287.04	3331742.07	30 ° 5 ' 42.00"	114 ° 36 ' 0.02"
D	31.587500	-114.820300	706823.40	3496775.96	31 ° 35 ' 14.97"	114 ° 49 ' 13.10"
E	31.703300	-114.532200	733876.99	3510197.40	31 ° 42 ' 11.87"	114 ° 31 ' 55.96"

Table. Vertex of the area of ban of networks of Gill, including the called "gillnets", in the North of the Gulf of California.

CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

CITES

Informe de México en respuesta a la Notificación a las Partes No. 2017/043, 8 de junio de 2017 Concerniente a *Totoaba macdonaldi*

1. ACUERDO POR EL QUE SE PROHÍBEN ARTES, SISTEMAS, MÉTODOS, TÉCNICAS Y HORARIOS PARA LA REALIZACIÓN DE ACTIVIDADES DE PESCA CON EMBARCACIONES MENORES EN AGUAS MARINAS DE JURISDICCIÓN FEDERAL DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS EN EL NORTE DEL GOLFO DE CALIFORNIA, Y SE ESTABLECEN SITIOS DE DESEMBARQUE, ASÍ COMO EL USO DE SISTEMAS DE MONITOREO PARA DICHAS EMBARCACIONES.

Documentos PDF Anexos.

2. ACCIONES DE PROFEPA

La Procuraduría Federal de Protección al Ambiente (PROFEPA, Autoridad de Aplicación de la Ley ante la CITES) participó en los siguientes talleres de fortalecimiento de capacidades:

- Mayo de 2016: Taller sobre delitos relacionados con la pesca en la Ciudad de México, organizado por la Unidad de Seguridad Ambiental.
- Octubre de 2016: Reunión internacional sobre delitos pesqueros en Yogyakarta, Indonesia.
- Diciembre de 2016: "Taller de aplicación de la Ley: identificación de partes y productos de Totoaba", presentando los esfuerzos aplicados por México para la protección de la Vaquita marina y el combate al tráfico ilegal de la Totoaba. Este taller se llevó a cabo en Guangzhou, China, donde acudieron funcionarios de Estados Unidos, China y México, taller co-organizado por WildAid y Natural Resources Defense Council; en este intercambio de experiencias se contó con más de 100 oficiales encargados de la Aplicación de la Ley en China.
- Junio de 2017: Taller del Programa de Atención Integral al Alto Golfo de California.

Del 23 al 25 de agosto de 2017 se llevará a cabo la Reunión Trilateral China, Estados Unidos y México en la Ciudad de Ensenada, Baja California para la discusión del combate al tráfico de Totoaba en el Alto Golfo de California, la cual tiene como objetivos el intercambio de estrategias, prácticas, experiencias y conocimientos especializados buscando el establecimiento de la cooperación trinacional, donde se buscará la firma de un Memorándum de Entendimiento.



CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

CITES

Informe de México en respuesta a la Notificación a las Partes No. 2017/043, 8 de junio de 2017 Concerniente a *Totoaba macdonaldi*

La PROFEPA presenta los siguientes resultados derivados de las acciones de inspección y vigilancia.

ACCIONES	ABRIL DE 2015 A 25 DE JULIO DE 2017
Filtros de revisión	293
Inspección a centros de almacenamiento	28
Verificación de embarcaciones	3,978
Verificación de personas	25,668
Verificación de vehículos	8,741
Verificación de buques	454
Verificación de instalaciones	52
Personal capacitado	2,087
Embarcaciones aseguradas	17 mayores y 200 menores
Vehículos asegurados	43
Artes de pesca asegurados	996
Producto pesquero asegurado	469,971 kg
Ejemplares y/o partes de Totoaba	301 Totoabas y 694 buches
Personas detenidas	195

3. ACCIONES DE LA PROCURADURÍA GENERAL DE LA REPÚBLICA.

Acciones tomadas para implementar el aseguramiento de productos ilegales de totoaba y detención de personas dedicadas a la pesca y comercio ilícitos.

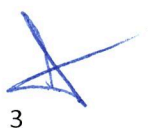
- a) A instancias de la Subprocuraduría Jurídica y de Asuntos Internacionales, se ha creado el Grupo de Trabajo Interinstitucional, Pez Totoaba Vaquita marina, para encaminar los esfuerzos institucionales de PGR a través de Interpol México, Subprocuraduría de Control Regional, Procedimientos Penales y

CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

CITES

Informe de México en respuesta a la Notificación a las Partes No. 2017/043, 8 de junio de 2017 Concerniente a *Totoaba macdonaldi*

- Amparo, Subprocuraduría Especializada en Investigación de Delitos Federales, Subprocuraduría Especializada en Investigación de Delincuencia Organizada, Secretaría de Marina Armada de México, Gendarmería y Policía Federal, que ha sesionado ya en tres ocasiones, la más reciente el 21 de julio pasado, estableciendo acuerdos puntuales en el marco del intercambio de información, apoyos técnicos y materiales, y necesidades de capacitación. A este grupo solicitó sumarse en la siguiente reunión de trabajo el Servicio de Administración Tributaria, por conducto de la Administración Central de Aduanas, Dirección de Asuntos Internacionales.
- b) La Subprocuraduría Jurídica y de Asuntos Internacionales, solicitará a Procuraduría Federal de Protección al Ambiente en cuanto a la programación de Agenda lo permita celebrar reunión de trabajo, para la revisión y análisis de las opiniones técnicas que emite su personal, en aras de determinar alternativas a los requerimientos de prueba científica, que en relación al tema de la totoaba, solicitan los Jueces de Control, principalmente en la jurisdicción del Primer Circuito Judicial, Ciudad de México.
- c) La Subprocuraduría Jurídica y de Asuntos Internacionales, informará al Coordinador General de Servicios Periciales de la Agencia de Investigación Criminal en PGR, la necesidad de contar con al menos un laboratorio de Vida Silvestre, para estar en posibilidad de producir/emitir prueba científica con marcadores de ADN, en especial de especies marinas y muy particularmente la totoaba. Así como la necesidad de contar con al menos un perito traductor en chino, a solicitud que formula debidamente motivada por problemáticas precedentes para contar con un traductor en este idioma la Unidad Especializada en Investigación de Delitos Contra el Ambiente y Previstos en Leyes Especiales.
- d) La Subprocuraduría Jurídica y de Asuntos Internacionales, solicitará a la Dirección General de Formación Profesional, de la Procuraduría General de la República, se programe durante 2017, capacitación especializada para peritos, policías, ministerios públicos e integrantes de este Grupo de Trabajo (Secretaría de Marina Armada de México, Gendarmería, PFP), en identificación del pez totoaba, sus productos o subproductos, y se invite a participar como docentes a expertos adscrito a la Procuraduría Federal de Protección al Ambiente.



CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

CITES

Informe de México en respuesta a la Notificación a las Partes No. 2017/043, 8 de junio de 2017 Concerniente a *Totoaba macdonaldi*

- e) La Subprocuraduría de Control Regional, Procedimientos Penales y Amparo, se encuentra implementado, por conducto de la Delegación de la PGR en Baja California, la instalación y apertura de la UNAI de San Felipe, Mexicali, B.C.
- f) La Subprocuraduría de Control Regional, Procedimientos Penales y Amparo por conducto de la Coordinación de Delegaciones y la Subprocuraduría de Investigación Especializada en Delitos Federales, a través de la Unidad de Investigación Especializada de Delitos Contra el Ambiente y Previstos en Leyes Especiales, remitirán a la Subprocuraduría Especializada en Investigación de Delincuencia Organizada, por vía oficial la información relacionada con el tema que ocupa a este Grupo de Trabajo, derivado de Carpetas de Investigación y Averiguaciones Previas, que hayan sido judicializadas y cuenten con sentencia condenatoria, para que se tracen de ser posible líneas de investigación, modus operandi y se identifiquen nuevos objetivos, de conformidad a la más reciente reforma legislativa a la Ley Federal contra la Delincuencia Organizada.
- g) La Unidad de Investigación Especializada de Delitos Contra el Ambiente y Previstos en Leyes Especiales, a través de los medios institucionales mantendrá comunicación permanente con relación al tema que ocupa a este Grupo de Trabajo con la Dirección de Área en INTERPOL México, Policía Federal Ministerial adscrita al Aeropuerto Internacional de la Ciudad de México.
- h) La Secretaría de Marina Armada de México, ofrece en la medida que los recursos operativos lo permitan, colaborar con Gendarmería e Interpol México, a través de unidades/binomios caninos especializados en la detección de productos o subproductos de especies marinas, en el Aeropuerto Internacional "Benito Juárez" de la Ciudad de México, que configuren conductas delictivas.

La PGR presenta los siguientes resultados derivados de las acciones de implementación del marco jurídico:



CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

CITES

Informe de México en respuesta a la Notificación a las Partes No. 2017/043, 8 de junio de 2017 Concerniente a *Totoaba macdonaldi*

DELEGACIÓN BAJA CALIFORNIA		
Sistema Inquisitivo Mixto		
Averiguaciones Previa		27
Detenidos		43
Sentencias	Condenatorias	7
	Absolutorias	1
	Las sentencias obtenidas hasta el momento han sido de un año de prisión y multas que oscilan de los 100 a los 300 días multa.	
Aseguramientos	Ejemplares	108
	Kilos	56 kilos con 380.5 gramos
	Vejigas y/o Buches	355
	Filetes y/o cortes	288

Sistema Inquisitivo Mixto		
Averiguaciones Previa		27
Detenidos		43
Sentencias	Condenatorias	7
	Absolutorias	1
	Las sentencias obtenidas hasta el momento han sido de un año de prisión y multas que oscilan de los 100 a los 300 días multa.	
Aseguramientos	Ejemplares	108
	Kilos	56 kilos con 380.5 gramos
	Vejigas y/o Buches	355
	Filetes y/o cortes	288

CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

CITES

Informe de México en respuesta a la Notificación a las Partes No. 2017/043, 8 de junio de 2017 Concerniente a *Totoaba macdonaldi*

DELEGACIÓN BAJA CALIFORNIA		
Sistema Inquisitivo Mixto		
Averiguaciones Previa		27
Detenidos		43
Sentencias	Condenatorias	7
	Absolutorias	1
	Las sentencias obtenidas hasta el momento han sido de un año de prisión y multas que oscilan de los 100 a los 300 días multa.	
Aseguramientos	Ejemplares	108
	Kilos	56 kilos con 380.5 gramos
	Vejigas y/o Buches	355
	Filetes y/o cortes	288

Sistema Inquisitivo Mixto		
Averiguaciones Previa		27
Detenidos		43
Sentencias	Condenatorias	7
	Absolutorias	1
	Las sentencias obtenidas hasta el momento han sido de un año de prisión y multas que oscilan de los 100 a los 300 días multa.	
Aseguramientos	Ejemplares	108
	Kilos	56 kilos con 380.5 gramos
	Vejigas y/o Buches	355
	Filetes y/o cortes	288

CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL
DE ESPECIES AMENAZADAS DE FLORA Y FAUNA

CITES

Informe de México en respuesta a la Notificación a las Partes No. 2017/043, 8 de junio de 2017 Concerniente a *Totoaba macdonaldi*

GLOSARIO.

CONABIO: Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (Autoridad Científica ante CITES)

DGVS: Dirección General de Vida Silvestre (Autoridad administrativa ante CITES)

FWS: Servicio de Pesca y Vida Silvestre de los Estados Unidos Americanos.

INAPESCA: Instituto Nacional de Pesca.

NRDC: Natural Resources Defense Council

PGR: Procuraduría General de la República.

PROFEPA: Procuraduría Federal de Protección al Ambiente (Autoridad de aplicación de la ley ante CITES)

SAGARPA: Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación.

SEMARNAT: Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales.



U.S. response to Notification to the Parties No. 2017/043
Concerning Totoaba (*Totoaba macdonaldi*)
[Decision 17.148]

Seizures of totoaba (*Totoaba macdonaldi*) in the United States

This list includes seizures of totoaba during the past five years (2013-2017) for which the cases have been closed. More recent seizures that are part of open cases are not represented here. This information was provided by the U.S. Fish and Wildlife Service Office of Law Enforcement.

- February 2013: two subjects smuggled 19 totoaba swim bladders, arrest warrants issued
- February 2013: subject smuggled 58 totoaba swim bladders; indicted on 19 December 2014; pled to smuggling count 21 July 2015; sentenced 6 October 2015
- February 2013: subject smuggled 6 totoaba swim bladders; violation notice issued in amount of \$1000; sentenced to 100 hours of community service
- March 2013: subject smuggled 5 totoaba swim bladders, arrested; entered guilty plea; sentenced to time served of 37 days
- March 2013: subject smuggled 170 totoaba swim bladders, arrested; entered a guilty plea; sentenced on 27 September 2013 to 3 years supervised probation; \$1000 fine
- April 2013: subject received the 170 totoaba swim bladders, arrested; signed plea agreement to forfeit \$350,000 in assets; sentenced to 4 months incarceration, 8 months of home detention and 2 years of probation
- April 2013: subject smuggled 28 totoaba swim bladders, arrested; sentenced on 20 May 2013 to time served of 50 days and deported to Mexico
- April 2013: subject smuggled 27 totoaba swim bladders, indicted; value of house forfeited in a civil suit in amount of \$138,000; sentenced to 1 year home detention; \$120,500 in restitution paid to Mexico (an additional 214 bladders seized at house during search warrant)
- April 2013: subject smuggled 2 totoaba swim bladders, U.S. Attorney Office declined prosecution
- July 2013: subject smuggled 1 totoaba carcass, which was seized and abandoned
- August 2013: subject smuggled 2 totoaba carcasses, which were seized and abandoned